

Actualité fiscale - Nos sélections au 21 juin 2012

Articles

1.	"UCITS IV : un an après", Option finance n° 1178 du 18 juin 2012, p. 11.
2.	Table ronde : Un contexte dégradé pour les transmissions d'entreprise, Cahier spécial d'Option finance n° 1178 du 18 juin 2012.
3.	Transmettre une entreprise cotée est une affaire d'initiés !, Cahier spécial d'Option finance n° 1178 du 18 juin 2012.
4.	La "petite rétroactivité" est-elle compatible avec la Convention européenne des droits de l'homme ?, par Stéphane Austry, Option finance n° 1178 du 18 juin 2012, pp. 242-5.
5.	TVA : c'est maintenant que se décident les modalités du futur régime des services électroniques, par Elisabeth Ashworth, Option finance n° 1178 du 18 juin 2012, p. 26.
6.	Réorganisation d'entreprises et prix de transfert, par Antoine Colonna d'Istria, Option finance n° 1178 du 18 juin 2012, p. 27.
7.	Avancement des projets IFRS : calme trompeur, par Hugues de Noray, Option finance n° 1178 du 18 juin 2012, p. 32.
8.	Offres publiques : L'AMF relève le seuil de dispense de prospectus, par Olivia Dufour, Option finance n° 1178 du 18 juin 2012, p. 39.
9.	Les fonds de référence, par Audrey Spy, Option finance n° 1178 du 18 juin 2012, pp. 40-53.
10.	Table ronde : Quels leviers pour optimiser ses coûts ?, Supplément d'Option finance n° 1178 du 18 juin 2012, pp. 8-20.
11.	Dossier : Le rachat d'actions, "La Lettre des fusions-acquisitions et du private equity", Supplément d'Option finance n° 1178 du 18 juin 2012 : - Editorial, par Alain Couret, p. 1 ; - Rachat par une société non cotée de ses propres actions : les nouvelles opportunités, par Arnaud Hugot, p. 2 ; - Nouveau régime du rachat d'actions : précisions sur la fixation du prix et le sort des actions rachetées et non utilisées, par Alexandre Delhayé, p. 3 ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Rachat de titres de société : des charges financières déductibles sous conditions, par Romain Marsella, p. 4 ; - Alternext : un pas de plus vers l'alignement sur le marché réglementé, par Isabelle Prodhomme et Bruno Zabala, p. 5 ; - Manuel de survie à usage des actionnaires dont les titres sont rachetés par la société émettrice, par Martine Ebrard-Grellety et Stéphane Bouvier, pp. 6-7 ; - Droits de mutation applicables aux rachats d'actions : un pas en avant, combien en arrière ?, p. 7
12.	Fiscalité : l'Espagne prend le taureau par les cornes, par Thierry Granier et Victor Hernan, Supplément d'Option finance n° 1178 du 18 juin 2012, p. 8.
13.	Amendement Carrez et LBO : un projet d'instruction administrative plutôt rassurant, par Laurent Hepp et Florian Aymard, Supplément d'Option finance n° 1178 du 18 juin 2012, p. 10.
14.	Taxe sur les transactions financières : réflexion sur quelques opérations hors-champ, par Michel Collet, Jérôme Sutour et Marc Etienne Sébire, Supplément d'Option finance n° 1178 du 18 juin 2012, p. 11.
15.	TVA : Déduction – mentions sur les factures (CE, 26 mars 2012, n° 326333, Sté Cerp Lorraine), FR n° 30 du 15 juin 2012, § 1.
16.	Retenues à la source sur dividendes : Où s'arrêtera la jurisprudence ?, par Stéphane Austry et Daniel Gutmann, FR n° 30 du 15 juin 2012, § 5.
17.	L'OCDE publie un projet de rapport sur les aspects prix de transfert des incorporels, par Caroline Silberztein, RDF n° 24 du 14 juin 2012, § 257.
18.	L'E©SFP : une procédure de contrôle mal aimée des contribuables... et du juge de l'impôt, par Gilles Noël, RDF n° 24 du 14 juin 2012, § 331.
19.	Maximes, pensées et badineries fiscales, par Christophe de la Martière, RDF n° 24 du 14 juin 2012, § 332.
20.	Nouveaux cas d'exonération des plus-values immobilières, RF n° 3452 du 14 juin 2012, § 1.
21.	Philanthropie : les dernières évolutions du cadre juridique et fiscal, par Annabelle Pando, Droit & Patrimoine n° 215 de juin 2012, pp. 6-8.
22.	La fiscalité de l'assurance-vie en cas de décès depuis la loi du 29 juillet 2011 : le diable se cacherait-il dans les détails ?, par Arnaud Emmenecker et Henri Hovasse, Droit & Patrimoine n° 215 de juin 2012, pp. 24-29.
23.	La fiscalité du loyer commercial, par Sébastien Jambort, Droit & Patrimoine n° 215 de juin 2012, pp. 76-80.
24.	Taxe sur les dividendes : le patronat craint que les investisseurs délaissent les entreprises françaises, Les Echos du 20 juin 2012.
25.	La taxe sur les transactions financières va être augmentée, par M. Alcaraz et L. Robequain, Les Echos du 19 juin

	2012.
26.	Budget : Les entreprises vont être taxées à 3% sur les dividendes versés aux actionnaires, par L. Robequain, Les Echos du 19 juin 2012.
27.	David Cameron prêt à "dérouler le tapis rouge" aux entreprises françaises, La Tribune du 19 juin 2012.
28.	Les dividendes pourraient subir un prélèvement à la source de 3% dès cet été, par B. Menou, L'Agefi quotidien du 19 juin 2012.
29.	La hausse du forfait social à 20% sur l'épargne salariale pénalisera le secteur, par V. Le Gall, L'Agefi quotidien du 18 juin 2012.

Jurisprudence

30.	Conclusions du rapporteur public, Yves Egloff, relatives à l'arrêt de la CAA de Paris du 1 ^{er} décembre 2011, n° 09PA02693, Mahul : L'article 155 A du CGI (imposition des sommes perçues par une personne domiciliée ou établie hors de France en rémunération de services rendus en France par une autre personne) est-il compatible avec le droit communautaire ?, BDCF n° 4 d'avril 2012, § 40.
31.	Conclusions du rapporteur public, Laurent Olléon, relatives à l'arrêt du CE du 30 décembre 2011, n° 319835, min. c/ Sté Rhodia-Chimie : Dans le cas de travaux de dépollution incombant à une filiale cédée et exécutés par le cessionnaire, la TVA grevant la facture de travaux adressée par le cessionnaire au cédant est-elle déductible par celui-ci ?, BDCF n° 4 d'avril 2012, § 42.
32.	Conclusions du rapporteur public, Laurent Olléon, relatives à l'arrêt du CE du 30 décembre 2011, n° 316738, SAS Azego Technology Services : En cas de fraude carrousel, quelles sont les conditions de la remise en cause du droit à déduction et du droit à remboursement de la TVA ?, BDCF n° 4 d'avril 2012, § 43.
33.	Conclusions du rapporteur public, Laurent Olléon, relatives à l'arrêt du CE du 30 décembre 2011, n° 332088, min. c/ Goff : Un associé minoritaire dirigeant de fait d'une société peut-il être regardé comme maître de l'affaire ?, BDCF n° 4 d'avril 2012, § 44.
34.	Arrêt du CE du 4 juin 2012, n° 330088, Sté Aqualon France BV : Prélèvement obligatoire (CGI, art. 125 A, III) – Conformité au droit de l'UE (oui), RDF n° 24 du 14 juin 2012, § 259 et Site Légifrance. Document à télécharger...
35.	Arrêt de la CEDH du 7 juin 2012, n° 4837/06, Segame SA c/ France : L'absence de modulation d'une pénalité fiscale par le juge n'est pas contraire à la Convention EDH, RDF n° 24 du 14 juin 2012, § 261 et site de la CEDH. Document à télécharger...
36.	Arrêt du CE du 21 novembre 2011, n° 329439, Mme de Beaumont et a., conclusions de L. Olléon et note de J.-Ch. Gracia : Abattement pour durée de détention (CGI, art. 150-0 D bis anc.) – Conformité à la liberté de circulation des capitaux de l'exclusion des titres d'une société ayant son siège en Suisse (oui), RDF n° 24 du 14 juin 2012, § 336.
37.	Arrêt du CE du 21 mars 2012, n° 340245, min. c/ SCI du 14 rue de la Ferme, et conclusions de F. Aladjidi : Plus-values immobilières des non-résidents (CGI, art. 244 bis A) – Interprétation large de la notion de "cession"

	soumise au prélèvement d'un tiers, RDF n° 24 du 14 juin 2012, § 337.
38.	Arrêt du CE du 23 mars 2012, n° 335860 : Le régime mère-fille ne s'applique qu'aux titres détenus en pleine propriété, FR n° 30 du 15 juin 2012, § 2 et Site Légifrance. Document à télécharger...

Législation française

Fiscalité internationale et communautaire

39.	Fiscalité : lutter ensemble contre la délinquance financière et les activités illicites, Communiqué de presse de l'OCDE du 14 juin 2012, Site de l'OCDE. Document à télécharger...
-----	--

B.O.I

40.	5 I-5-12 n° 58 du 20 juin 2012 : Erratum et complément à l'instruction du 8 mars 2012 (5 I-4-12). Revenus de capitaux mobiliers. Dividendes. Exclusion des bénéfices exonérés distribués par les sociétés d'investissements immobiliers cotées (SIIC) et par les sociétés de placement à prépondérance immobilière à capital variable (SPPICAV) du bénéfice de l'abattement de 40%. Plan d'épargne en actions (PEA). Emplois éligibles. Inéligibilité des titres de SIIC et de sociétés foncières européennes cotées présentant des caractéristiques similaires ou soumises à une réglementation équivalente à celles des SIIC. Commentaires de l'article 8 de la loi de finances pour 2012 (n° 2011-1977 du 28 décembre 2011). Document à télécharger...
41.	3 A-5-12 n° 58 du 20 juin 2012 : Taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Redevable. Opérations réalisées par un assujetti non établi en France. Suppression de la tolérance du répondant et modification du titulaire de l'obligation de souscrire la déclaration d'échange de biens. Document à télécharger...